

**RAPPORT D'ACTIVITE**

**ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA  
SOCIETE CIVILE SUR LA STRATEGIE DE LA REFORME DU SECTEUR DE LA  
SECURITE AU MALI**

**Du 19 - 21 JUILLET 2017 à l'Hôtel Mande de Bamako**



*« Il est préférable de les laisser faire eux-mêmes de façon imparfaite, plutôt que de le faire vous-même parfaitement. C'est leur pays, leur chemin et notre temps est compté. »*

**TE Lawrence, Seven Pillars of Wisdom**

**Rapporteurs :**

**Moussa A SANOGO et Isaac DAKONO**

**Juillet 2017**

## Table des matières

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	3
<b>I- INTRODUCTION</b> .....	4
a) Rappel du contexte .....	4
b) Objectifs de l'atelier .....	5
<b>II- Déroulement de l'atelier de renforcements des capacités des OSC dans la stratégie de Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali</b> .....	5
<b>2.1. Cérémonie d'ouverture</b> .....	5
a) Allocution du Président de ARGA.....	6
b) Allocution du représentant de la MINUSMA .....	6
c) Allocution du Commissaire à la réforme du secteur de la sécurité au Mali .....	7
<b>2.2. ANIMATION DES SESSIONS</b> .....	7
<b>2.2.2. SESSION JOUR 1</b> .....	8
a) Présentation des modules I et II.....	8
b) Synthèse des échanges du jour 1.....	9
c) Travaux de groupes et restitutions en plénière.....	11
<b>2.2.3. SESSION JOUR 2</b> .....	12
a) Présentation du module III .....	12
b) Synthèse des échanges du jour 2.....	13
c) Travaux de groupes et restitutions en plénière.....	14
<b>2.2.3. SESSION JOUR 3</b> .....	15
a) L'animation du module IV .....	15
b) Synthèse des échanges du jour 3.....	16
c) Travaux de groupe et restitution en plénière.....	17
<b>III- ELEMENTS DE CAPITALISATION DE L'ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OSC SUR LA STRATEGIES DE LA RSS</b> .....	17
<b>3.1. Vérification des prérequis et l'évaluation finale de l'atelier</b> .....	17
a) Vérification des prérequis.....	17
b) L'évaluation finale.....	18
<b>3.2. Recommandations de l'atelier</b> .....	18
<b>IV- CONCLUSION GENERALE</b> .....	19
<b>V. ANNEXES</b> .....	20

## **SIGLES ET ACRONYMES**

<b>ARGA</b>	<b>Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique</b>
<b>EMP</b>	<b>Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye</b>
<b>CCAP</b>	<b>Contrôle Citoyen de l'Action Publique</b>
<b>CCRSS</b>	<b>Contrôle Citoyen de la Réforme du Secteur de la Sécurité</b>
<b>CNJ</b>	<b>Conseil National de la Jeunesse</b>
<b>CRSS</b>	<b>Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité</b>
<b>DDR</b>	<b>Désarmement, Démobilisation et Réinsertion</b>
<b>FDS</b>	<b>Force de Défense et de Sécurité</b>
<b>GDRSS</b>	<b>Gouvernance Démocratique du Secteur de la Sécurité</b>
<b>G5SAHEL</b>	<b>Groupement des 5pays du Sahel</b>
<b>GSS</b>	<b>Gouvernance du Secteur de la Sécurité</b>
<b>MINUSMA</b>	<b>Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali</b>
<b>MOC</b>	<b>Mécanisme Opérationnel de Coordination</b>
<b>NU</b>	<b>Nations Unies</b>
<b>OSC</b>	<b>Organisation de la Société Civile</b>
<b>RSS</b>	<b>Réforme du Secteur de la Sécurité</b>

## I- INTRODUCTION

### a) Rappel du contexte

Dans un contexte de crise multidimensionnelle, le Gouvernement malien a entrepris une Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). Cette réforme trouve son pendant dans l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, signé le 15 mai et le 20 juin 2015 à Bamako, lequel mentionne dans son article 23 la nécessité d'entreprendre « *en profondeur une réforme du secteur de la sécurité (RSS)* ».

Cette crise multiforme se manifestant au niveau local a eu pour principale cible les populations civiles qui ont aussi été longtemps lésées pour cause de la mal gouvernance du pays, et en ce qu'elles n'intègrent pas une vision globale de la sécurité nationale.

Dans cet ordre d'idée, si le principe de mise en œuvre de la réforme est acquis, il n'en demeure pas moins que de nombreuses problématiques se posent:

- Comment amener les acteurs de la société civile à s'impliquer et à être des acteurs clés dans la mise en œuvre de la RSS ?
- Comment favoriser une meilleure connaissance de la diversité des stratégies régionales et internationales dont celle de l'ONU sur l'orientation de la RSS – plus particulièrement comment rendre opérationnelle les principes dont celle de « l'appropriation par les acteurs nationaux » ?
- Quelle contribution technique, stratégique et opérationnelle des organisations de la société civile malienne pour la mise en œuvre de la RSS au Mali – notamment dans le cadre de l'opérationnalisation du Commissariat chargé de la RSS au Mali ?

C'est dire qu'un processus de renforcement des capacités des organisations de la société civile est nécessaire pour les outiller afin qu'elles disposent de meilleures connaissances, d'une meilleure capacité technique et opérationnelle dans le cadre de la supervision du processus RSS amorcé dans le pays et pour une meilleure contribution au Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS).

En effet, le nouveau contexte des menaces (l'émergence de groupes armés non-étatiques et terroristes, la montée de la criminalité transfrontalière et transnationale organisée, l'expansion de la radicalisation, etc.) dans l'espace sahélo-saharien et plus particulièrement au Mali, invite à prendre en compte avec beaucoup de précautions les réponses nationales face à la problématique sécuritaire. D'ailleurs les catégories sociales vulnérables à savoir les jeunes et les femmes méritent dans ce processus une attention particulière en tant que victimes les plus exposées à glisser dans les rangs des acteurs porteurs de ces menaces susmentionnées.

Selon l'énoncé officiel, la réforme du secteur de la sécurité au Mali s'inscrit dans un processus de reconstruction du secteur de la sécurité à travers une dynamique globale de refondation des forces de défense et de sécurité. L'objectif principal étant de disposer d'une sécurité (protection de l'Etat, de la population et de ses biens) efficace et redevable, dans la bonne gouvernance, le respect des principes de l'Etat de droit et des droits des populations à vivre dans un environnement sain, à l'abri de toute forme de violence.

Dans cette perspective il s'agira d'outiller les organisations de la société civile malienne – dont les faîtières, celles des jeunes et des femmes afin de leur permettre de jouer un rôle technique et opérationnel avéré et affirmé dans le processus de la RSS au Mali ; jouant ainsi le rôle qui leur est dévolu dans le processus. En sus, une formation conçue comme une nouvelle étape des différents ateliers de formation qui ont déjà eu lieu sur la RSS, sera adossée sur une dimension

beaucoup plus opérationnelle et stratégique afin de doter les structures participantes de compétences contributives.

En somme, ce présent atelier permet d'aborder d'une approche très pratique les problématiques liées à la mise en œuvre de la RSS et participe sans nul doute à l'atteinte de ses objectifs.

## **b) Objectifs de l'atelier**

Les objectifs généraux de cet atelier ont été d'une part, de renforcer les capacités des organisations de la société civile (ci-après OSC) dans la stratégie de la réforme du secteur de la sécurité, en l'occurrence les structures faitières (jeunes et femmes) et, d'autre part de rehausser la qualité de leur implication dans la mise en œuvre de la RSS, notamment à travers la fonctionnalité du Commissariat chargé de la RSS. Pour l'atteinte de ces objectifs, l'atelier a été animé par les présentations, les séquences d'interactions (de questions réponses), et les travaux de groupes.

C'est ainsi que, cet atelier a enregistré la participation de plusieurs acteurs (46 jeunes et femmes) de la société civile malienne. (cf.liste de participants).

## **II- Déroulement de l'atelier de renforcements des capacités des OSC dans la stratégie de Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali**

Du 19 au 21 juillet de l'an 2017 s'est tenu à l'hôtel Mande sis à la Cité du Niger de Bamako, l'atelier de renforcement des capacités des OSC dans la stratégie de réforme du secteur de la sécurité au Mali. Cet atelier a été organisé par l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA-Mali) en partenariat avec la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Dans la perspective de bien outiller les participants, l'atelier s'est étendu sur trois (3) jours successifs d'activités suivant le programme initial. (cf.le programme).

### **2.1. Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture a été une étape riche en mots d'encouragement et de félicitation, enregistrant tour à tour les interventions de : (i) Monsieur Sayon KONE en qualité de Président /Médiateur de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique, (ii) Monsieur Eric BLAISE, de la division RSS- DDR de la MINUSMA et (iii) Monsieur Ibrahima DIALLO, Commissaire à la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali.



*Le président de la cérémonie d 'ouverture*

#### a) Allocution du Président de ARGA

A l'entame de son intervention, il a souhaité la bienvenue aux participants et adressé ses mots de remerciements aux partenaires ainsi qu'aux participants.

Ensuite, il a fait une présentation succincte de son organisation qui selon lui, ne cesse d'œuvrer pour refonder la gouvernance à travers plusieurs actions notamment par le renforcement des capacités et la production des notes d'analyses sur les institutionnelles et politique. Aussi, il s'est réjoui de la qualité des participants qui étaient en majorité des jeunes et femmes de la société civile malienne. A ce propos il dit ceci: « *je suis très content de voir une salle remplie de jeunes et de femmes, car ils sont l'avenir du Mali*».

Enfin, il a salué les actions de la MINUSMA et le Commissaire à la RSS qui ne ménagent aucun effort à chaque fois qu'il s'est agi d'accompagner et de renforcer les capacités des OSCs sur la RSS. Il est alors revenu sur les objectifs de l'atelier avant de souhaiter plein succès aux activités.

#### b) Allocution du représentant de la MINUSMA

Dans son introduction, il n'a pas manqué d'adresser ses salutations chaleureuses aux participants. Monsieur Eric Blaise a souligné que cet atelier s'inscrit en étroite ligne avec les objectifs des Nations Unis et contribuera sans nul doute à la reconstruction du Mali.

En outre, il a fait état des efforts de son département dans la formation des jeunes sur la RSS et DDR au Mali notamment, la formation de 150 jeunes et 35 animateurs sur le processus de la RSS. Ces sessions se sont tenus grâce aux partenariats avec l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP ABB) et le Conseil National de la jeunesse (CNJ).

Pour terminer, il invite tous les acteurs de la société civile à s'impliquer davantage dans le processus de réforme du secteur de la sécurité en ces mots : « *la sécurité n'est pas seulement la*

*mission des agents dédiés.* ». Il a alors exhorté son auditoire à une participation interactive dans cet atelier pour qu'à l'issue, le processus puisse être plus inclusif et être revêtu de plus de légitimité.

### c) Allocution du Commissaire à la réforme du secteur de la sécurité au Mali

A son tour, le Commissaire à la RSS a adressé ses mots de remerciements aux organisateurs et un message d'encouragement aux participants. Le commissaire a qualifié cet atelier comme un espace d'échange " de donner et recevoir".

Selon lui, la mal gouvernance est la cause des maux du Mali actuel. Il est à cet effet nécessaire d'améliorer la gouvernance dans tous les secteurs pour atteindre un développement durable. Il en est ainsi de la gouvernance de la sécurité qui est transversale. Dans le même ordre d'idée, il a signalé que « *le Mali futur sera fait par la jeunesse, qu'elle doit s'engager dans la refondation de l'Etat* ».

Enfin, il a rappelé que la société civile doit rester dans son rôle, qu'est le contrôle et l'action sur les gouvernants. Il déclara alors ouvertes les travaux de l'atelier sur le renforcement des capacités des OSC dans la stratégie de réforme du secteur de la sécurité et souhaita plein succès à l'atelier.

## 2.2. ANIMATION DES SESSIONS

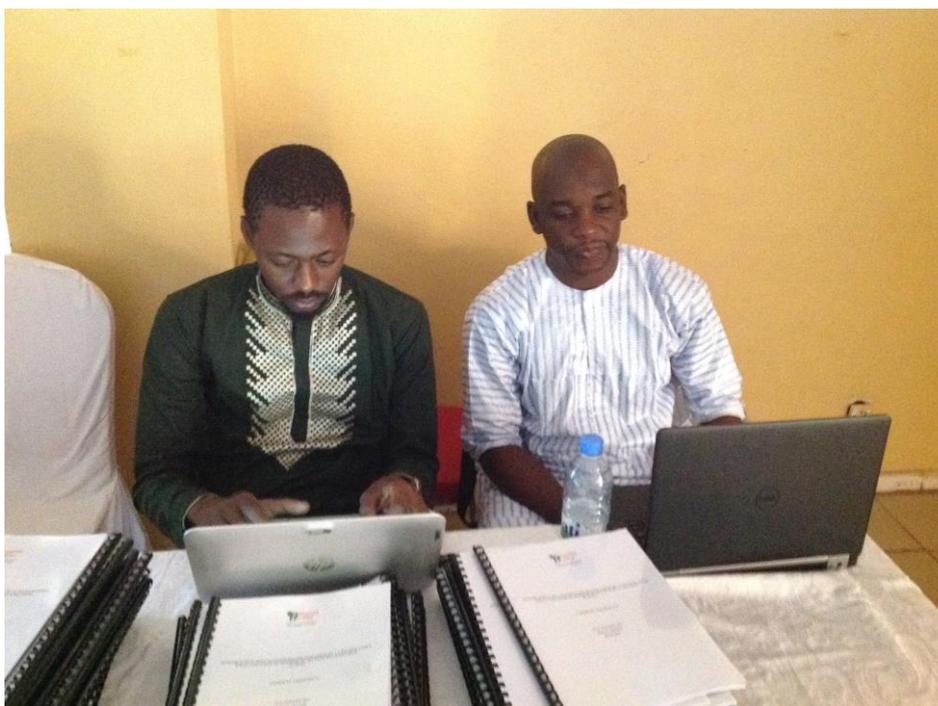
L'atelier a été animé par deux facilitateurs qui ont tour à tour passés en revue les problématiques liées au thème ; ce sont les sieurs Seybou TRAORE, et Aboubacar DIALLO, Consultants formateurs qui ont assuré ce rôle. A ce niveau, il importe de rappeler que le Commissaire à la RSS au Mali, le général de police Monsieur Ibrahima DIALLO a participé aux activités de l'atelier comme personne ressource.



*Le Consultant formateur Seybou TRAORE, entrain de modérer les échanges relativement à l'une de ses présentations*

Signalons toutefois que les travaux de l'atelier se sont axés sur quatre (4) modules :

- **Module 1 : Défis sécuritaires au sahel et au Mali**
- **Module 2 : Concepts liés à la RSS**
- **Module 3: Réforme du Secteur de la sécurité**
- **Module 4: Contrôle citoyen de la réforme du secteur de la sécurité**



*Les Consultants formateurs Aboubacar DIALLO et Seybou dans leur préparation avant les présentations.*

## 2.2.2. SESSION JOUR 1

Comme au préalable indiqué, la première journée de l'atelier a porté sur les points que nous présentons comme suit : (i) l'animation de deux modules scindés en séquences, (ii) synthèse des discussions et (iii) les travaux de groupes et restitution en plénière.

### a) Présentation des modules I et II

Les tableaux ci-dessous traduisent l'architecture de ces modules.

#### Module 1

MODULE	Défis sécuritaires au sahel et au Mali	Contenus	Facilitateurs
Séquence1	Défis sécuritaires au Sahel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Introduction: le système des conflits</b></li> <li>• <b>Quels sont les facteurs générateurs des crises au sahel</b></li> <li>• <b>Quels sont les défis sécuritaires au sahel</b></li> </ul>	Seybou TRAORE
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Définition des notions de sécurité et sécurité humaine</b></li> </ul>	

Séquence 2	Défis du paysage sécuritaire au Mali	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les vulnérabilités dites classiques,</li> <li>• les nouvelles formes de menaces (radicalisme et extrémisme violent etc.)</li> <li>• Quels sont les éléments pour relever ces défis</li> </ul>	Aboubacar DIALLO
------------	--------------------------------------	--	------------------

## Module 2

Module	Les concepts liés à la RSS	Contenus	Facilitateurs
Séquence 1	La sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition de la sécurité</li> <li>• L'évolution du concept de la sécurité</li> <li>• Le concept de la sécurité humaine</li> </ul>	Seybou TRAORE
Séquence 2	La gouvernance du secteur de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le secteur de la sécurité</li> <li>• Gouvernance du secteur de la sécurité</li> </ul>	Aboubacar DIALLO Seybou TRAORE
Séquence 3	Les acteurs du secteur de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les acteurs étatiques</li> <li>• Les acteurs non étatiques</li> </ul>	Seybou TRAORE
Séquence 4	La réforme du secteur de la sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition de la RSS</li> <li>• Les caractéristiques clés de la RSS</li> <li>• Les variétés d'appellation de la RSS</li> </ul>	Seybou TRAORE

### b) Synthèse des échanges du jour 1

Les présentations des facilitateurs ont donné lieu à une série de questions-réponses entre participants et formateurs. Cette étape a permis aux facilitateurs de placer l'atelier dans son contexte afin de captiver l'attention des participants sur les objectifs spécifiques de l'atelier.

M. Traoré organise les questions à son endroit au tour de 3 axes : le système de conflits, la gestion des conflits et la coordination du G5 sahel.

Sagissant du Système des conflits ; il explique que ce concept s'exprime dans l'enchevêtrement des conflits dans une zone géographique donnée (exemple du système de conflits de l'Union du Fleuve Mano) et par l'interconnexion des conflits entre plusieurs pays.

Concernant la question sur le G5 sahel, il ressort que l'un des défis majeurs de la zone est la sécurisation des frontières. Cependant l'espoir suscité dans la création de cet organe pourrait être mis en branle si les Etats membres ne mettent pas à sa disposition les ressources appropriées. Le financement des actions de l'organe sous régional demeure un défi majeur pour les Etats membres. Car aujourd'hui l'organe ne peut que compter sur un financement externe. Aussi, la zone constitue un enjeu stratégique à cause de ses ressources et interpelle les acteurs de la zone à mettre en place des mécanismes permettant de faire face aux menaces extérieures.

Il termine que la question de la religion (au sein de l'islam) est une problématique internationale et cela appelle à un dialogue inclusif et aussi en appelle aux élites pour l'orientation des politiques nationales à ce sujet.

Notons toutefois qu'Il ressort de façon récurrente des échanges les problématiques de l'éloignement de l'Etat central et le manque d'infrastructures dans certaines localités du pays qui constituent inéluctablement des facteurs d'insécurité. La prise en compte des réseaux sociaux et d'autres canaux de communication ont été relevés par les participants comme des vecteurs pour contre le phénomène de radicalisme d'une part, et d'autre part, un instrument d'enrôlement des jeunes.

A la suite de ces échanges, nous retenons les éléments de réflexion suivants :

- La multiplicité des défis et enjeux interpellent les acteurs de la zone sahel à mettre en place des mécanismes leur permettant d'y faire face,
- Le défi de la jeunesse: comment prendre en compte la question de la jeunesse dans toute sa globalité,
- La problématique du rapport des citoyens à l'Etat en mettant au cœur des valeurs. Car, le constat révèle que la chose publique a moins de respect.
- La crise politique ayant favorisé l'émergence des nouveaux acteurs et ceux-ci s'engagent à prendre position sur la sphère politique.
- L'accord pour la paix et la RSS sont des mécanismes de gestion de conflit qui doivent à terme mettre fin la crise qui sévit dans le pays.

### ***Contribution du Commissaire à la RSS***

#### ***Commissaire à la Réforme du Secteur de la Sécurité***



Le commissaire à la RSS a rebondi d'emblée que le problème de la corruption interpelle aussi bien les gouvernants que les gouvernés. Sous ce prisme, qu'il faut revaloriser le travail du fonctionnaire et mettre en place des garanties de redevabilités.

En réponse à la question portant sur le MOC, il répond que c'est un mécanisme provisoire et transitoire pour sécuriser les sites de cantonnement et favoriser la coopération entre l'Etat et les mouvements armés.

Il souligna que les nations Unies ont pris des engagements qui confortent la mise en place du G5 sahel sans pour autant mettre à disposition des moyens financiers. Que l'objectif visé est qu'à travers la création de cet organe sous régional, qu'il ait des forces qui soit capables d'assurer la sécurité sur toute l'étendue du sahel.

Il termine en dénonçant une fois de plus la fragilité de l'Etat, et que le conflit agriculteur éleveur en est une parfaite illustration de même que l'exacerbation des conflits intercommunautaires.

Notons toutefois qu'Il ressort de façon récurrente des échanges les problématiques de l'éloignement de l'Etat central et le manque d'infrastructures dans certaines localités du pays qui constituent inéluctablement des facteurs d'insécurité.

### c) Travaux de groupes et restitutions en plénière



*Groupe de travail sur les défis sécuritaires*

Après la présentation du module 1 sur les Défis sécuritaires au Sahel et au Mali, il a été formé trois groupes aux fins des travaux de groupes. L'objectif de ces travaux était de cerner le niveau de compréhension des participants sur les défis énumérés et de permettre un "brainstorming" c'est-à-dire créer la tempête des pensées pour aboutir aux recommandations. Pour ce faire, les échanges de groupes ont porté sur la question de "**Comment faire face aux défis exposés ?**". Les trois groupes

étaient composés de la manière suivante : le groupe I a été composé de 14 membres, le groupe II de 12 membres et le groupe 3 de 18 membres.

De par la restitution des travaux de groupe, nous avons pu relever les défis portants sur ce qui suit :

- *Formation et équipement des forces de défenses et de sécurité ;*

- *Implication des populations locales dans le partage de l'information pour le contrôle des frontières ;*
- *Promotion et renforcement des stratégies et politiques nationales à travers des campagnes de sensibilisation (plaidoyer et lobbying) ;*
- *Appropriation du processus de RSS par la société civile ;*
- *Accompagnement des déplacées et réfugiées (réinsertion) ;*
- *Mise en place des organes de veille pour le contrôle du respect de l'état de droit et des prestataires de sécurité ;*
- *Planification et plaidoyer pour rendre opérationnelle et efficace les organes en charges de la mise en œuvre de la RSS au Mali ;*
- *Création de cellules et groupe de réflexion pour la dissémination des pratiques contre la sécurité ;*
- *Collaboration et synergie d'action entre les organisations de la société civile à l'interne et à l'international.*

### 2.2.3. SESSION JOUR 2

En exécution du programme préétabli, la deuxième journée a commencée avec un rapport circonstancié du jour précédent, ensuite l'exposé des travaux de groupes.

Il importe de préciser à ce niveau que le programme de la journée a subi un léger réaménagement aux fins de voir dans un premier temps l'intervention du Commissaire à la RSS ; qui de ce fait, a procédé à la présentation de l'architecture institutionnelle de la RSS au Mali.

Dans cette dynamique, suivra comme prévu le programme de la journée avec l'animation du module III sur la Réforme du secteur de la sécurité, les discussions et les travaux de groupes et restitutions en plénière.

#### a) Présentation du module III

Module	RSS	Contenus	Facilitateurs
Séquence 1	Caractéristique de la RSS et intégration du genre dans le processus	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche politique et nationale</li> <li>• 2 objectifs (Efficacité et responsabilité)</li> <li>• 3 dimensions (Holistiques, Politiques et Techniques)</li> </ul>	Seybou TRAORE
Séquence 2	Conditions d'efficacité de la RSS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique</li> <li>• Programme global</li> <li>• Evaluation préalable</li> <li>• Vision stratégique</li> <li>• Les leçons des expériences antérieures</li> <li>• Appropriation nationale</li> <li>• Programmation réaliste</li> <li>• Mobilisation des ressources</li> <li>• Appel des expertises nationales/internationales</li> <li>• Intégration du Genre</li> <li>• Création des plateformes et la bonne coordination</li> </ul>	Seybou TRAORE
Séquence 3	Programmation de la RSS	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principes directeurs</li> <li>• Evaluation préalable</li> </ul>	Seybou TRAORE

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Conception et planification</b></li> <li>• <b>Mise en œuvre, suivi et examen</b></li> <li>• <b>Evaluation finale</b></li> <li>• <b>Enseignement tiré</b></li> </ul>	
<b>Séquence 4</b>	<b>Architecture institutionnelle de la RSS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Genèse et évolution au Mali</b></li> <li>• <b>Etat des lieux</b></li> <li>• <b>Instances et organes de la RSS</b></li> <li>• <b>Organigrammes de la RSS</b></li> </ul>	<b>Ibrahima DIALLO</b>

## **b) Synthèse des échanges du jour 2**

Commentant les propos de **M. Ibrahima DIALLO (commissaire à la RSS)**, le secteur de la sécurité au Mali avant la crise était perçu sous l'angle de la mission régaliennne de l'Etat, qui visait à sécuriser les membres et les institutions de la république, pour assurer la gouvernance politique.

Aujourd'hui la sécurité est une co-construction qui appelle une synergie d'action d'une multitude d'acteurs. C'est ce qui fait d'elle à nos jours la chose publique, car en tout état de cause, la dimension holistique de la question doit être mise en évidence pour mettre à contribution l'ensemble des acteurs dans le processus.

C'est dire donc que la réforme du secteur de la sécurité doit être un processus endogène qui soit efficace, légitime, attentif aux besoins de sécurité, juste dans sa mise en œuvre pour les populations ; réceptif au contrôle démocratique et respectueux des droits humains ainsi que des normes et standard internationaux.

En ce qui concerne, la régionalisation, le facilitateur a fait remarqué qu'il est important de lire le document de l'Accord pour la paix et la réconciliation afin de mieux cerner les dispositifs prévus dans ledit document et les réformes qui étaient déjà en cours. L'objectif de la régionalisation est d'amener les populations à s'impliquer davantage dans la gestion de la vie de la nation. Mais cela ne saurait être une réalité tant qu'il n'y a pas une forte participation électorale.

Il est aussi ressorti des échanges l'état de la gouvernance des instances de réforme du secteur de la sécurité. A ce niveau, les participants ont questionné sur la fréquence des rencontres du CNRSS, la disponibilité de ses rapports. En réponse, nous avons compris que le CNRSS est en début d'activités et ne tient que des rencontres périodiques de six mois et exceptionnellement des rencontres extraordinaires. Les discussions ont aussi porté sur la réinsertion et ou l'intégration des soldats déserteurs, la représentativité des OSC et les mouvements armés au sein du CNRSS.

En réponse, des éléments nouveaux ont émergé dans le débat sur les critères d'intégration et de réinsertion des combattants ; et la non coordination des OSC ne leur permettant pas une représentativité au sein de ces instances.

Des échanges, il est ressorti :

- La problématique de la régionalisation pour une résolution durable de la crise

- La défaillance des Forces de Défense et de Sécurité et l'effritement de la chaîne de commandement,
- La problématique de la participation électorale afin de renforcer la gestion de la vie de la nation,
- La prolifération des organisations de la société civile au Mali,
- Le défi de coordination et de dépendance financière des OSC maliennes
- La problématique de financement du CRSS.

### **c) Travaux de groupes et restitutions en plénière**

Les travaux de groupes ont comme été indiqué en première journée, suivi la présentation du module III sur la réforme du secteur de la sécurité. Il a été question pour les participants dans ces travaux, « *d'identifier les actions à travers lesquelles la société civile peut contribuer au processus de la RSS au Mali ?* »



*Groupe de travail sur les actions les actions à travers lesquelles la société civile peut contribuer au processus de la RSS au Mali*

A travers les différents rapports en réponse à la question ci-dessus citée, nous pouvons noter ce qui suit :

#### *1. L'évaluation préalable*

- Identification des acteurs et des besoins sécuritaires ;
- L'appropriation de la RSS par les populations ;
- L'Identification des forces et faiblesses de la mise en œuvre du processus RSS ;

#### *2. Conception et planification*

- Monitoring pour l'intégration du genre ;
- Création des plateformes sectorielles ;
- Collaboration avec les autres acteurs du secteur de la sécurité ;

- Formation des acteurs de la société civile pour mieux comprendre le processus de la RSS.
3. *Mises-en œuvre et suivi, évaluation*
- Sensibilisation pour une appropriation nationale ;
  - Formation en droits de l'homme pour renforcer l'efficacité des services en charge de la sécurité ;
  - Mise en place d'un comité de veille et de contrôle pour le respect de l'état de droit ;
  - Sensibiliser de la population à payer les impôts et les taxes pour l'autonomie financière du processus de RSS
  - Plaidoyer pour le retour et la réinsertion des déplacés et réfugiés ;
  - Evaluation des prestations de sécurité.
4. *Evaluation finale*
- Production de rapport alternatif ;
  - Capitalisation des acquis du processus ;
  - Organisation des séances de partage du rapport ;
5. *Leçons tirées*
- Evaluation de la pertinence, de l'efficacité, de l'efficience du processus par rapport à l'objectif recherché ;
  - Suivi des recommandations formulées dans le rapport.

### 2.2.3. SESSION JOUR 3

La troisième journée de l'atelier a commencé avec la lecture, l'amendement et l'adoption du rapport du jour 2. Ensuite, M. Seybou TRAORE a fait un récapitulatif des deux jours précédents., ce rappel des contenus des modules déjà animés a permis d'ouvrir les travaux du jour. Ainsi, dans la même démarche, la journée s'est déroulée ci-après : (i) l'animation des modules, (ii) les échanges et (iii) les travaux de groupe et restitution en plénière.

#### a) L'animation du module IV

Module	Le contrôle Citoyen de la RSS	Contenus	Facilitateurs
Séquence 1	Définition et cibles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qu'est ce que la société civile</li> <li>• Au titre de la définition négative</li> <li>• Au titre de définition positive</li> <li>• les types de OSC</li> <li>• les cibles</li> </ul>	Seybou TRAORE
Séquence 2	Mécanismes et moments	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Définition du Contrôle citoyen</li> <li>• CCAP et CCRSS</li> <li>• Opérationnalisation du CCRSS par (Lutte contre la corruption, le suivi budgétaire, production des notes analytiques)</li> <li>• Les types d'actions des jeunes</li> </ul>	Seybou TRAORE

Séquence 3	Les défis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fragmentation des OSC</li> <li>• Insuffisance de l'appui des PTFs</li> <li>• Déficit de collaboration avec les acteurs extérieurs</li> </ul>	Seybou TRAORE
------------	-----------	---	---------------

### b) Synthèse des échanges du jour 3

Les participants ont fait remarquer diverses définitions de la notion de la société civile. Selon certains, la société civile est différente des organisations de la société civile. Les arguments de ceux-ci ont fait révéler que les organisations de la société civile ont un rôle de veille et de contrôle sur les actions gouvernementales et elles œuvrent dans le souci du bien-être du corps social. Toujours à leurs dires la société civile représente l'ensemble du corps social. Pour d'autre, la société civile est la panacée de toutes les organisations sociales qui n'ont pas un but lucratif et politique, en ce sens elles sont différentes des partis politiques.

Par ailleurs, a lieu un « brainstorming » sur le contrôle citoyen. Certains participants ont souligné d'emblée que le contrôle citoyen se manifeste lorsque tout citoyens peut interpeler une autorité dans le cadre de la délivrance des services publics. Partant de ce constat, il est ressorti la question de comment faire le contrôle citoyen au niveau sous-régional par les OSC? - Dans ce cas de figure, il a été mentionné que si la réforme est locale, le contrôle citoyen ne l'est pas. Car le contexte actuel regorge des défis sous -régionaux donc qu'il faudrait une interconnexion entre les actions des OSC. Exemple certaines OSC du Burkina, du Niger et du Mali sont dans une dynamique de plaider en faveur de la RSS au niveau régional. Elles se partagent les notes analytiques sur la RSS etc. Il est ressorti aussi la participation des OSC maliennes de la diaspora, notamment leur contribution à la RSS. Les constats ont révélé les associations des ressortissants contribuent dans le développement de leurs localités. Notons toutefois que celles-ci peuvent être des acteurs de taille dans le financement de la RSS.

En plus, il est émergé la problématique de l'accès aux données. Or tout contrôle citoyen est alimenté par l'accès à l'information et de ce déficit est on ne peut plus apparent dans nos pays.

*Les participants en débat*



### c) Travaux de groupe et restitution en plénière

Conformément au programme, l'animation modulaire a été une piste de réflexion pour les participants. Les travaux de groupe de la troisième journée ont été plus techniques que descriptifs. Ainsi, les sujets de réflexion ont été les suivants : "En tant que OSCs, voulez-vous participer à l'évaluation préalable (la programmation) en vue d'aider l'Etat à définir la stratégie RSS du Mali à travers la collecte d'informations: a) Identifiez deux préoccupations sécuritaires qui vous semblent prioritaires, b) Identifiez deux cibles en liens avec les priorités identifiées et c) Elaborez un guide d'entretien et un questionnaire simples (maximum une demi page chacun)."

## III- ELEMENTS DE CAPITALISATION DE L'ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES OSC SUR LA STRATEGIES DE LA RSS

### 3 . 1. Vérification des prérequis et l'évaluation finale de l'atelier



*Les participants en l'évaluation de l'atelier*

#### a) Vérification des prérequis

Questions	Réponses des participants en %		
	Bonne	Moyenne	Mauvaise
1. Citez au moins trois de majeurs liés à la sécurité au sahel et au Mali ?	51,61%	48,38%	-
2. Comment vous définissez la sécurité humaine ?	16,12%	35,48%	48,38%
3. Est-ce que vous connaissez l'Architecture institutionnelle de la RSS au Mali ?	22,58%	16,12%	64,51%
4. Citez au moins trois actions à travers lesquelles OSC peuvent contrôler la mise en œuvre de la RSS au Mali ?	22,58%	35,48%	41,93%

- D'une manière générale, les craintes et attentes ont été :
  - Compréhension du processus de la RSS
  - Prise en compte des recommandations.

### b) L'évaluation finale

Questions	Réponses des participants en %		
	Bonne	Moyenne	Mauvaise
1. La sécurité se limite t-elle seulement à la défense des personnes et celle du territoire contre les menaces extérieures ?	92,30%	7,69%	-
2. Quelle est la nouvelle conception de la sécurité au Mali ?	61,53%	35,89%	-
3. Quels sont les acteurs non étatiques du secteur de la sécurité ?	76,92%	23,07%	-
4. Citez quelques conditions d'efficacité de la RSS ?	100%		-
5. Quels sont les instances et organes du cadre institutionnel de la RSS ?	71,79%	20,51%	7,69%

### c) Analyse des évaluations

L'analyse des fiches<sup>1</sup> d'évaluation (prérequis et finale) nous révèle que les trois jours d'atelier ont rehaussé le niveau des participants sur la stratégie de la Réforme du Secteur de la Sécurité au Mali. Toutefois, il est à noter également que les défis sont énormes en ce qui concerne l'appropriation du processus de RSS par les organisations de la société civile Malienne. A cet effet, il importe de poursuivre les ateliers de renforcements des capacités comme il ressort de l'évaluation en tant que recommandations.

## 3. 2. Recommandations de l'atelier

Nous comprenons à la suite de cet atelier, que les éléments ci-après doivent être capitalisés :

- La mise à disposition de ressources financières suffisantes pour le fonctionnement du G5 sahel par les Etats concernés ;
- Donner d'amples éclairages sur le G5 sahel ;
- La multiplicité des défis et enjeux interpellent les acteurs de la zone sahel à mettre en place des mécanismes efficace et inclusifs permettant de faire face à ces défis ;
- Faire la promotion des valeurs sociétales à travers la sensibilisation ;
- Réfléchir à comment prendre en compte les questions réelles de la jeunesse dans toute sa globalité,
- L'opérationnalisation rapide des organes et instances du processus RSS
- Mener un Plaidoyer pour la dotation budgétaire des organes et instances de la RSS,

<sup>1</sup> Les fiches d'évaluation des prérequis ont été renseignés par 31 participants. L'évaluation finale a été renseigné par 39 participants le dernier de l'atelier.

- L'élargissement des formations sur la RSS aux populations locales,
- Collaboration des OSC locales avec la diaspora.

#### IV- CONCLUSION GENERALE

L'atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile dans la stratégie de la RSS a été très riche et capitale. Il a été un moment de donner et de recevoir durant trois jours. Les présentations des modules, les travaux de groupe et les discussions ont révélé un climat d'enthousiasme des organisations de la civile en faveur du processus de la RSS au Mali. Malgré, la multiplicité des défis sécuritaires au sahel et au Mali, les participants ont démontré leur optimisme pour le renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité. De ce fait, nous pouvons noter le propos de cette participante : « *Les participants doivent s'engager pour une bonne gouvernance du secteur de la sécurité* ». Les trois jours de travaux ont été clôturés par une cérémonie.

- De prime abord, la parole a été donnée à une participante en la personne de Maimouna Oumar Haidara, qui a représenté l'ensemble des participants. Elle n'a pas manqué de remercier ARGA-Mali et la MINUSMA pour cette initiative. Ensuite, elle a exhorté les deux structures organisatrices de multiplier les sessions de renforcement de capacité sur le processus de la RSS. Pour terminer, elle a invité ses camarades participants à plus d'action en faveur de la RSS au Mali.
- Ensuite, Les formateurs Seybou Traoré et Aboubacar Diallo ont à leur tour ont remercié les participants pour leur assiduité et leur disponibilité. Ils ont indiqué que cet atelier leur a aussi permis d'apprendre des participants. Pour clôturer, ils ont sollicité les participants à relayé les informations et connaissances acquises à leur paire.
- Enfin la cérémonie a été clôturée par, l'intervention d'Aissatou JOBE, représentante de la MINUSMA, elle a d'abord fait une brève présentation de la section du RSS et DDR. Dans cette dynamique, elle a attiré l'attention des participants sur les rôles et interventions de la section à savoir : la sécurisation des frontières, et les activités de sensibilisation en faveur des jeunes. Elle a clôturé l'atelier par ses mots de remerciement.

## V. ANNEXES

### ANNEXE 1 : LISTE DE PRESENCE

N°	Nom et prénom	Structure	Téléphone	Email
1	Niambélé Ibrahim Median	AAJC6	71252399	<a href="mailto:median14@yahoo.fr">median14@yahoo.fr</a>
2	Kansaye Boubacar	UNAPAEJ	75124390	<a href="mailto:papakansaye@gmail.com">papakansaye@gmail.com</a>
3	Arama Ousmane	UNAPAEJ	96154115	<a href="mailto:missousmane1@hotmail.it">missousmane1@hotmail.it</a>
4	Kone Cheickna	AAJC VI	76218613	<a href="mailto:laajcvi@yahoo.fr">laajcvi@yahoo.fr</a>
5	Taou Mamoutou	AMDH	78176416	<a href="mailto:Mtaou13@yahoo.fr">Mtaou13@yahoo.fr</a>
6	Sangaré Fatoumata Y	RASALOA	781705	<a href="mailto:f.sangare@yahoo.fr">f.sangare@yahoo.fr</a>
7	Camara Kadiatou	CADC	76314617	<a href="mailto:kcamara@yahoo.fr">kcamara@yahoo.fr</a>
8	Sanogo Hodou	CERM	76206408	<a href="mailto:Hodou.sanogo@yahoo.fr">Hodou.sanogo@yahoo.fr</a>
9	Sylla Diambéré	CADH	76371489	<a href="mailto:djasylla@yahoo.fr">djasylla@yahoo.fr</a>
10	Traoré Mahamadou	CADH	69630681	<a href="mailto:Hamet38@gmail.com">Hamet38@gmail.com</a>
11	Cissé Chaibou D	AADECOM	76184436	<a href="mailto:Chaiboudcisse5@gmail.com">Chaiboudcisse5@gmail.com</a>
12	Traoré Modibo	PEJ / DDR	76049471	<a href="mailto:Tramodibo8@gmail.com">Tramodibo8@gmail.com</a>
13	Diallo Hapsa	TUWINDI	83701929	<a href="mailto:hdiallo@tuwindi.org">hdiallo@tuwindi.org</a>
14	Sacko Mohamed	Yelen	66900684	<a href="mailto:sacko@yahoo.fr">sacko@yahoo.fr</a>
15	Keita Mohamed	CADC	76296402	<a href="mailto:Madker200535@yahoo.fr">Madker200535@yahoo.fr</a>
16	Koné Dibitéré	IPAD	62634727	<a href="mailto:dibiterekone@yahoo.fr">dibiterekone@yahoo.fr</a>
17	Keita Fatoumata	IPAD	66154705	<a href="mailto:Keitamaa2000@yahoo.fr">Keitamaa2000@yahoo.fr</a>
18	Maiga Souleymane	AJVM FOSC	78363578	<a href="mailto:soulemaiga@hotmail.com">soulemaiga@hotmail.com</a>
20	Kamissoko Maimouna	F U	60091010	<a href="mailto:kamissokomaimoun@gmail.com">kamissokomaimoun@gmail.com</a>
21	Sidibé Anta	ADEJR	65569494	<a href="mailto:antah@gmail.com">antah@gmail.com</a>
22	Pona Hawa	CNJ	73419995	<a href="mailto:Pona.hawa@yahoo.fr">Pona.hawa@yahoo.fr</a>
23	Diallo Samba	AJCET	74392203	<a href="mailto:Sd79186@gmail.com">Sd79186@gmail.com</a>
24	Diallo Bamakoro	AJCET	76599601	
25	SAM Adboulaye	AJCET	66713713	<a href="mailto:Samabdoulaye&amp;1007@gmail.com">Samabdoulaye&amp;1007@gmail.com</a>
26	Tall Madina	AIDE- TED	66713413	<a href="mailto:Tallmadina29@yahoo.fr">Tallmadina29@yahoo.fr</a>
27	Maguiraga Ibrahim Fodiè	MONADE	82630329	<a href="mailto:ibfodimaguiraga@yahoo.fr">ibfodimaguiraga@yahoo.fr</a>
28	Dramane Samaké	MONADE	64677650	<a href="mailto:Samake2011@yahoo.fr">Samake2011@yahoo.fr</a>
29	Dembélé Assanatou	Réseau YALA	78588568	<a href="mailto:mamyshajl@gmail.com">mamyshajl@gmail.com</a>
30	Dembélé Mainmouna	CEMNM	71526373	<a href="mailto:dembelemouna@gmail.com">dembelemouna@gmail.com</a>
31	Diawara Oumar	AHDENVI	79016486	<a href="mailto:Faroukdiawara2016@yahoo.com">Faroukdiawara2016@yahoo.com</a>
32	Diallo Mariam Fanta	Africa.fem	7318655	
33	Haidara Maimouna		90282868	<a href="mailto:maimounaoumarhaidara@yahoo.fr">maimounaoumarhaidara@yahoo.fr</a>
34	Camara Ami	RENADJEF	79020798	<a href="mailto:Aminacam451@yahoo.fr">Aminacam451@yahoo.fr</a>
35	Keita Tiémoko	PVRMFASOKO	64627148	<a href="mailto:Tiemok8@gmail.com">Tiemok8@gmail.com</a>
36	Yonou Aboubacar	CDQ	79280628	<a href="mailto:aboubacar@yahoo.fr">aboubacar@yahoo.fr</a>
37	Dakono Isaac	Rapporteur	76288113	<a href="mailto:isaacdakono@gmail.com">isaacdakono@gmail.com</a>
38	Kamité Hamadou	Association Yelen	72214091	<a href="mailto:Amadoukamite1@gmail.com">Amadoukamite1@gmail.com</a>
39	Poudiougou Jonathan	COGEDVAD	76425315	<a href="mailto:JP.piama@yahoo.fr">JP.piama@yahoo.fr</a>
40	Diallo Souleymane	COGEVAD	76384325	<a href="mailto:diallosouleymane@gmail.com">diallosouleymane@gmail.com</a>
41	Allamadjingaye Anicet	FKI	73525718	<a href="mailto:allanicet@yahoo.fr">allanicet@yahoo.fr</a>

42	Traoré Issiaka	AIDE TED	74124488	<a href="mailto:baarawili@gmail.com">baarawili@gmail.com</a>
43	Sow Kadidiatou togola	FENACOF	76380701	<a href="mailto:Sow-cheickoumar@yahoo.fr">Sow-cheickoumar@yahoo.fr</a>
44	Daffe Boubacar	IPAD	73300430	<a href="mailto:boubacarydaffe@gmail.com">boubacarydaffe@gmail.com</a>
45	Sidbé Bakary	Tuwindi	79424023	<a href="mailto:bsidibe@tuwindi.org">bsidibe@tuwindi.org</a>
46	Diallo Checik Oumar	ARGA	76286031	<a href="mailto:Cheickoumar80@gmail.com">Cheickoumar80@gmail.com</a>
47	Bagayoko Kassim	ARGA	77543817	<a href="mailto:kassimbag@gmail.com">kassimbag@gmail.com</a>
48	Blaise Eric	MINUSMA	94950139	<a href="mailto:blaise@un.org">blaise@un.org</a>
49	Oumar Harouna	FENACOF	75353970	<a href="mailto:Oumarh223@yahoo.fr">Oumarh223@yahoo.fr</a>
50	Sidibé Mariam	AIDE TED	76101900	<a href="mailto:Sidib.mariam@yahoo.fr">Sidib.mariam@yahoo.fr</a>
51	MEME Yaya	AMSS	79287560	<a href="mailto:Meme.yaya263@gmail.com">Meme.yaya263@gmail.com</a>
52	Traoré Seybou	Consultant	79492918	<a href="mailto:Seyboutraore3@gmail.com">Seyboutraore3@gmail.com</a>
53	Sanogo Moussa	Rapporteur	73242560	<a href="mailto:Sanogo12moussa@gmail.com">Sanogo12moussa@gmail.com</a>
54	Diallo Aboubacar	Consultant	76205453	<a href="mailto:Bouba1549@gmail.com">Bouba1549@gmail.com</a>

## **ANNXE 2 : COMPTE RENDU JOURNALIER**

### **RAPPORT DU PREMIER JOUR DE L'ATELIER DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE SUR LA STRATEGIE DE LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE AU MALI (RSS).**

L'an deux mille dix sept et le dix neuf juillet s'est tenue à l'hôtel Mandé de Bamako, la première journée de l'atelier de formation relatif au renforcement des capacités des organisations de la société civile sur la stratégie de la réforme du secteur de la sécurité au Mali (RSS).

La première journée avait au programme :

- ❖ La cérémonie d'ouverture ;
- ❖ La présentation du module I relatif aux défis sécuritaires au sahel et au Mali
- ❖ La présentation du module II relatif aux concepts liés à la Reforme du Secteur de la Sécurité (RSS).

#### **I. La cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture a enregistré trois interventions, qui ont été celle du Président de l'Alliance pour la Refondation de la Gouvernance en Afrique (ARGA-Mali), le Représentant de la MINUSMA, et le Commissaire à la Reforme du Secteur de la Sécurité au Mali.

Souhaitant la bienvenue aux participants, Monsieur Sayon Koné, Président de ARGA-Mali a fait une présentation succincte de son organisation, ainsi que les objectifs assignés à cet atelier, qui sont de :

- Renforcer les connaissances des OSC Maliennes sur les dimensions managériales et stratégiques de la mise en œuvre de la RSS ;
- Faire connaître les rôles et les responsabilités des OSC en matière de la RSS et notamment sur le régime institutionnel des institutions en charge de ladite réforme ;
- Faire connaître les techniques de production de proposition et de contribution au plan institutionnel et stratégique dans le cadre des actions de mise en œuvre de la RSS.

S'en est suivi l'intervention de Monsieur Eric Blaise, représentant de la MINUSMA et celle de Monsieur Ibrahima DIALLO commissaire à la Reforme du Secteur de la Sécurité. Elles étaient axées essentiellement sur l'implication de la société civile dans la mise en œuvre de la RSS.

## II. Le déroulement des travaux

La première journée a enregistré la présentation des modules suivants :

- ❖ Module I: Défis sécuritaire au sahel et au Mali
- ❖ Module II : les concepts liés à la RSS

Ces modules ont été facilités par les sieurs Seybou TRAORE, et Boubacar DIALLO, sous la modération de Monsieur Ibrahim DIALLO.

### 2.1 Module I : les défis sécuritaires au sahel et au Mali

Présenté en deux séquences, qui sont entre autres les défis sécuritaires au sahel (séquence 1), et les défis sécuritaires au Mali (Séquence 2).

#### ❖ Les défis sécuritaires au Sahel

Présentés par monsieur Seybou TRAORE, les défis sécuritaires au sahel ont appréhendés sous l'angle des systèmes de conflits en Afrique de l'Ouest. Quatre systèmes de conflits ont été énumérés, notamment le système de conflit de l'union des fleuves Mano, le système de conflit Senegalo-gambien, celui du golf de guinée et la bande Sahélo- saharienne. Ils ont été caractérisés par des conflits dans une zone qui vont s'enchevêtrer les uns, et les autres. Au-delà de la présentation des caractéristiques des pays constituant ces différents systèmes de conflits, Un accent particulier a été mis sur les facteurs générateurs de la crise au sahel, qui sont entre autres :

- L'éloignement par rapport aux différentes capitales ;
- La sécheresse, la pauvreté, la fragilisation des régimes politiques ;
- La défaillance de la gouvernance ;
- L'immensité et la porosité des frontières ;
- La faiblesse de capacité des Etats ;
- Le printemps arabe ;
- La corruption

Partant de ces facteurs, les dix huit défis identifiés par le G5 sahel ont été présentés, et regroupés en sept (7) principales catégories, qui se présentent comme suite :

- La sécurité, considérée comme le principal défi ;
- Le contrôle des frontières ;
- La jeunesse ;
- L'éducation, la formation et l'emploi ;
- L'infrastructure ;
- Le retour des réfugiés, et déplacés ;
- La coordination des stratégies au niveau sous-régional.

Cependant, il a noté que ces défis pourraient engendrer des opportunités permettant à la société civile de mener des actions citoyennes.

#### ❖ Les défis sécuritaires au Mali

Exposée par Monsieur Boubacar DIALLO, cette séquence a été abordée par la définition des notions de la sécurité et de la sécurité humaine.

La sécurité a été conçue comme un concept polysémique transversal et multidimensionnel. Quant à la sécurité humaine, elle est une approche axée sur les individus et leur sécurité.

Les menaces et vulnérabilités classiques liées aux problématiques de la sécurité au Mali ont abordées. En termes de ces menaces et vulnérabilités il a été question du grand banditisme, du banditisme résiduel, de la circulation anarchique des armes légères, la poudrière des conflits intercommunautaires, des comportements de plus en plus déviants, les catastrophes et les calamités naturelles, l'immensité du territoire, la rébellion récurrente, et l'instabilité institutionnelle.

En outre, les nouvelles formes de menace et de vulnérabilité ont été présentées. Il s'agit du fondamentalisme religieux, l'internationalisation du terrorisme, le radicalisme et l'extrémisme violent, la faiblesse de nos Etats, la cybercriminalité, l'exacerbation des conflits communautaires à caractère ethnique, etc.

De cette présentation, les stratégies de recruteurs terroristes, qui consistent à vivre de façon inaperçue au sein de la communauté dont le but de semer le chaos, afin d'exploiter la frustration sociale de leurs cibles.

Par ailleurs, les éléments pour relever les défis sécuritaires au Mali ont été mis en exergue, il s'agit entre autre de la diligence du processus de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale de la jeunesse et l'application des textes internationaux ratifiés notamment la résolution 2250 des Nations Unies....

Ces présentations ont donné lieu à des séances de questions réponses, qui ont porté sur les systèmes de conflit, les défis sécuritaires, le G5 sahel, l'instrumentalisation de l'islam, la convoitise des ressources par les puissances comme sources d'insécurité.

Le premier module a été sanctionné par les travaux de groupe, qui ont amené les participants à identifier les éventuelles actions que les OSC peuvent mener afin de relever les défis sécuritaires au niveau sous-régional et national. Entre autres actions identifiées, on a la coopération avec les forces de l'ordre et de sécurité, les plaidoyers, le renforcement de capacité, la sensibilisation, la synergie des actions entre les OSC, la facilitation du retour des réfugiés et des déplacés et leurs réinsertions socioprofessionnelles.

## **2.2 Module II : Concepts liés à la Reforme du Secteur de la Sécurité**

Ce module, relatif aux concepts liés à la RSS a été présenté en plusieurs séquences.

### **❖ La sécurité**

Présentée par Monsieur Seybou TRAORE, l'exposition de cette séquence s'articulait autour des concepts de la sécurité et de sécurité humaine, qui sont des concepts évolutifs renvoyant à des mesures de sûreté. Le lien entre la sécurité et la justice qui consiste par le fait que la justice est le garant de celle-ci a été mis en évidence.

### **❖ La gouvernance, les acteurs et la réforme du secteur de la sécurité**

De cette présentation, il a été ressorti que l'article 23 de l'accord pour la paix et la réconciliation a amené l'Etat à adopter une vision holistique de la sécurité, qui désormais est un domaine dans lequel d'autres acteurs peuvent intervenir en dehors des forces armées et de sécurité. Les acteurs de la sécurité ont été présentés à travers un organigramme qui est composé d'une part des acteurs Etatiques (Les institutions des forces militaires et paramilitaires, Le Président de la République, Service de renseignement de l'Etat, les autorités administratives indépendantes, La famille judiciaire...) et d'autre part des acteurs non Etatiques (prestataires non étatiques, les OSC...).

Par ailleurs, la réforme du secteur de la sécurité a été appréhendée comme un processus endogène permettant aux prestataires de la sécurité d'être efficaces, légitimes, attentifs, et réceptifs au contrôle des droits humains. Cette appréhension a donné lieu à l'explication de ses caractéristiques phares, relatifs à son appropriation locale, à l'efficacité et à la responsabilité des prestataires et à la politique et vision holistique et technique de la question. Ainsi ont pris fin les travaux de la première journée.

**RAPPORTEURS :**

**Bakary Sidibé, TUWINDI**

**Assanatou Démbélé, Réseau YALA**

## Rapport du 2<sup>e</sup> jour de l'atelier de renforcement des capacités des organisations de la Société Civile (OSC) dans la stratégie de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) au Mali

Jeudi le 20 juillet 2017, à l'hôtel Mandé, s'est tenue la deuxième journée de l'atelier de renforcement des capacités des OSC dans la stratégie de la RSS au Mali organisé par l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique (ARGA-Mali) et la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA).

Cette journée a porté sur le module III intitulé : la Réforme du Secteur de la sécurité avec quatre (4) séquences : (i) Caractéristiques de la RSS et intégration du genre dans le processus, (ii) Conditions d'efficacité de la RSS, (iii) Programmation de la RSS et (iv) Architecture institutionnelle/ Liens entre RSS, DDR, CI. L'Inspecteur Général M. Ibrahim DIALLO (Commissaire de la RSS) et M. Seydou TRAORE ont été les facilitateurs du jour.

### ➤ **Déroulement**

La journée a commencé avec la présentation du rapport du premier du jour, c'est-à-dire du mercredi 19 juillet 2017 faite par un participant. Il s'en est suivi une présentation des participants (es) à la demande de L'Inspecteur Général M. Ibrahim DIALLO qui s'est enchaînée par le premier exposé portant sur la séquence (iv) Architecture institutionnelle/ Liens entre RSS, DDR CI présenté par l'Inspecteur Ibrahim DIALLO.

#### • **Architecture institutionnelle/Liens entre RSS, DDR, CI**

S'agissant de la genèse du Comité de la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS), l'Inspecteur a d'abord rappelé que la crise de 2012 et ses corollaires ; la dissension au sein des forces de défense et de sécurité, la rupture de la chaîne de commandement, l'effritement de l'autorité de l'Etat ont poussé le président de la république à entreprendre le projet politique d'un processus de RSS. A cet effet, Son Excellence Ibrahim Boubacar KEITA a déclaré le 20 janvier 2014 son « ambition de restructurer les forces armées et les services de sécurité, en vue d'en faire des forces républicaines, respectueuses de l'Etat de droit dédiées à la sécurité ». Par ailleurs, cette volonté du chef de l'Etat a demandé au ministère en charge de la sécurité à travers un groupe de réflexion, l'élaboration d'un rapport intérimaire qui propose une vision répondant à la demande de développement, de justice quotidienne et de sécurité des citoyens. Alors, après de nombreuses consultations faites dans tout le pays, sauf à Kidal, le CNRSS a été créé par un décret en 2014.

Plusieurs décrets seront signés par la suite pour organiser le CNRSS :

Cependant, il faut noter que le Cadre institutionnel de la RSS, est régi par le décret N°2016-0401/P-RM du 9 juin 2016 et comprend :

- Un conseil National pour la Réforme du secteur de la Sécurité (CNRSS) ;
- Un Commissariat à la Réforme du secteur de la Sécurité (CRSS) ;

- Des Comités Consultatifs de Sécurité (CCC) au niveau régional et local.
- La présentation l'inspecteur a pris fin avec des séries de questions/réponses.

La deuxième présentation a été faite par M. Seybou TRAORE et, portait sur les séquences (i) Caractéristiques de la RSS et intégration du genre dans le processus (ii) Conditions d'efficacité de la RSS, (iii) Programmation de la RSS.

Le facilitateur a commencé par les questions suivantes: Qui gère la RSS ? Qui contrôle la RSS ? Il existe deux catégories d'acteurs qui gèrent la RSS a-t-il noté : les acteurs nationaux et les externes. Pour ce qui est de ceux qui la contrôlent, ce sont des acteurs étatiques (justice, médiateur...) et des acteurs non étatiques (ONG, Société Civile). Le facilitateur précise alors : « Si la société civile ne joue pas son rôle, on sera confronté à d'énormes difficultés », car « La société civile doit interpeller l'Etat afin d'opérationnaliser le mécanisme de la RSS ». Il faut alors une bonne gouvernance du Secteur de la Sécurité par l'Etat et les citoyens.

#### ✓ **Caractéristiques de la RSS et intégration du genre dans le processus**

La RSS se caractérise par une approche (appropriation nationale/locale) ; deux objectifs (Efficacité, Responsabilité) et trois dimensions (Politiques, Holistique et Technique). Il faut signaler que le caractère holistique prend en compte l'aspect genre.

#### ✓ **Conditions d'efficacité de la RSS**

Nous pouvons retenir parmi tant d'autres :

- La volonté politique
- L'évaluation préalable
- La création de plates-formes de dialogue entre les acteurs du Secteur de la Sécurité
- Le suivi-évaluation du processus
- La bonne coordination des acteurs

#### ✓ **Programmation de la RSS**

La programmation est l'ensemble structuré d'action qu'une personne ou une entité se propose de réaliser dans un temps donné. A ce titre, elle intègre un certain nombre de paramètres :

- Un but général à atteindre
- Des objectifs spécifiques
- Une série d'actions à mener
- Les résultats attendus dans la mise en œuvre des activités
- Une période de réalisation pour chaque action

La programmation a un cycle qui comprend cinq (5) phases :

- 1- Evaluation préalable
- 2- Conception et planification
- 3- Mise en œuvre, examen et suivi
- 4- Evaluation finale

#### 5- Leçons à tirées

La société civile peut être impliqué dans tous les phases ; surtout dans les phases 4 et 5 pour l'élaboration d'un rapport alternatif d'évaluation.

La journée a pris fin avec les travaux de groupes qui portaient sur le thème : identifier des actions à travers lesquelles la société civile peut contribuer au processus de RSS.

**LES RAPPORTEURS :**  
**Tiémoko KEITA, Génération A Venir**  
**Ramata DIAKITE, RENADJEF**

# Atelier de Renforcement des capacités des organisations de la société civile dans la stratégie de Réforme du Secteur de la Sécurité

## Rapport du Jour 3 :

Le vendredi 21 juillet 2017, s'est tenue la troisième journée de l'atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile dans la RSS à l'Hôtel Mandé.

A l'entame des travaux de la journée, il y a eu la restitution des travaux de groupe du jour 2 par les rapporteurs des trois groupes.

L'exercice portait sur : « **l'identification des actions à travers lesquelles la société civile peut contribuer au processus RSS au Mali** ».

A la suite des différentes présentations, des discussions ont eu lieu notamment sur le fonds et la forme des travaux présentés.

Nous pouvons retenir entre autres à la suite de ces échanges :

- *En quoi la société civile peut contribuer aux formations des prestataires de sécurité sur les droits humains ?*

La société civile peut contribuer à la formation des prestataires de service de sécurité, en mettant à profit son expertise.

- *La coordination des actions de la société civile pour participer au processus RSS ;*

La société civile doit coordonner ses actions pour être prise en compte de façon effective par les autorités dans le processus RSS.

- *Les discussions ont aussi porté sur la critique de la composition des organes de mise en œuvre de la RSS au Mali, qui ne prennent pas assez en compte la représentativité de la société civile en leurs seins.*

A ce niveau il faut des plaidoyers des OSC pour que son apport soit reconnu, et que ses recommandations soient prises en compte.

Après la restitution des travaux de groupe, s'en est suivie la présentation sur le module : **Contrôle Citoyen de la Réforme du Secteur de la Sécurité.**

Avant d'entrer dans sa présentation, M. Traoré a fait un récapitulatif sur les sessions précédentes notamment :

- Les défis sécuritaires au Mali et dans le sahel ;
- Les concepts liés à la RSS à savoir : le secteur de la sécurité, les acteurs de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité, la gouvernance du secteur de la sécurité ;
- les caractéristiques clés de la RSS ;
- La prise en compte du Genre dans la RSS ;

- La programmation en RSS à savoir les cinq phases : l'évaluation préalable, Conception et planification, la mise en œuvre, le Suivi et évaluation et les leçons tirés.

Suite à ce rappel, le facilitateur a défini les notions de **Contrôle Citoyen et de Contrôle Citoyen de la Réforme du Secteur de la Sécurité**. D'après lui, les OCS peuvent contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre du processus RSS, à travers des mécanismes de veille et de contrôle du processus. En cela quelques questions ont été posées à savoir :

- **Qu'est-ce que la Société civile ?**

Il a rappelé qu'il est important de faire la différence entre une société politique et une société civile. La Société civile peut avoir des définitions autant négatives que positive.

**Au titre de la définition négative :**

il a noté que la société civile n'est pas un gouvernement, n'est pas une opératrice économique, ni un parti politique qui concourt au pouvoir.

**Au titre de définition positive :**

La société civile contribue à l'élaboration des politiques publiques pour la prise en compte de l'ensemble des besoins de la population. Et par ailleurs elle contribue au suivi citoyen de l'action du gouvernement dans la fourniture du service public. il existe une multiplicité d'OSC dont :

- Les mouvements communautaires et citoyens ;
- Les associations et organisations légalement constituées ;
- les groupements de faits à vocations spécifiques

Ensuite, il a été question de savoir si toutes les OSCs peuvent contribuer à la gestion démocratique du secteur de la sécurité (GDSS) et à la RSS, aussi si quelles en sont ceux qui peuvent jouer un rôle dans la GDSS et dans la RSS ?

En réponse à ces questions, le facilitateur s'est appesanti sur le fait que la sécurité ayant évolué pour atteindre la dimension de sécurité humaine, on peut considérer que l'ensemble des OSC de façon générale peuvent contribuer à la GDSS et à la RSS. Aussi de façon particulière ceux qui traitent spécifiquement les questions de paix, de sécurité et de gouvernance peuvent jouer un rôle déterminant.

Après, il était question de savoir qu'est-ce que le Contrôle Citoyen ?

Qu'entend-t-on par Contrôle Citoyen du Secteur de la Sécurité et du Contrôle Citoyen de la RSS ?

A ce niveau, le facilitateur a défini le **contrôle citoyen de l'action publique** comme étant un mécanisme politique par lequel les citoyens s'organisent librement pour demander des comptes aux gouvernants. Dans cette même logique le **Contrôle citoyen au secteur de la sécurité**, permettrait aux OSCs de surveiller l'action des institutions en charge du service de la sécurité.

- **Les Cibles :**

Le formateur a exprimé que pour être à mesure de répondre de répondre à un certain nombre de questions à savoir :

**1. *Que va-t-on contrôler ?***

Il s'agit de la gestion et la supervision de la prestation de sécurité.

**2. *Qui va-t-on contrôler ?***

Ce sont les acteurs nationaux statutaires et non statutaires, les mécanismes de gouvernance et de contrôle étatique et non étatique, et aussi les acteurs externes.

**3. *Où va-t-on contrôler ?***

Il s'agit des niveaux de contrôle, notamment le niveau local, le niveau national, le niveau sous régional et le niveau international.

Pour répondre à la question de savoir Comment les OSC peuvent contrôler le secteur de la sécurité et la réforme du secteur de la sécurité ?

**Le formateur a donné quelques actions que peuvent mener les OSCs dans le cadre l'Opérationnalisation du CCRSS dont :**

- La veille citoyenne sur l'action des institutions de sécurité ;
- Plaidoyer pour l'opérationnalisation du processus RSS ;
- Lutter contre la corruption au sein du Secteur de la Sécurité ;
- Elaborer des rapports analytiques sur la corruption à travers un suivi du budget alloué au secteur de la sécurité ;
- Créer des initiatives de motivations des prestataires de sécurité ;
- Le plaidoyer en faveur d'une dotation plus adéquate des services de sécurité ;
- La dénonciation des gaspillages et des pratiques financières ;
- l'organisation de débat publique sur le budget de la sécurité d'Etat ;
- Analyser les politiques publiques et locales.

Compte tenu du caractère holistique du secteur de la sécurité, le facilitateur a spécifié que les OSC devraient s'investir dans la promotion et l'éducation des jeunes filles et garçons sur les questions de sécurité, et aussi de tisser des collaborations avec les médias afin de faciliter la communication autour de ses actions.

Au regard de toutes ces pistes d'interventions de la société civile, elle peut être confrontée à des facteurs limitatifs, dont le facilitateur cite entre autres l'insuffisance d'appui financier, qui malgré tout ne devrait pas être un frein à la mise en œuvre de sa mission.

Pour conclure ce module le facilitateur a attiré l'attention des participants sur la sensibilité du secteur de la sécurité. Selon lui, les OSC doivent tisser davantage des relations de confiance avec les prestataires de sécurité dans le but facilité leurs actions sur le terrain.

Au cours des échanges et discussions, des recommandations ont été formulées notamment :

- La mise en place d'un fonds d'aide pour l'opérationnalisation de la réforme du secteur de la sécurité ;

- Créer une plateforme des OSC du G5 Sahel ;
- Faire un Plaidoyer pour l'adoption d'une loi pour l'accès libre à l'information

S'en est suivi les travaux de groupe dont l'exercice portait sur la participation des OSC à l'évaluation préalable (la programmation) en vue d'aider l'Etat à définir la stratégie RSS du Mali à travers la collecte d'informations.

En ce concerne la restitution des travaux de groupe, il a été noté que les trois groupes ont bien travaillé. Néanmoins il y a eu quelques discussions sur la forme et le fonds des travaux de certains groupes.

Le facilitateur a profité pour expliquer un peu la différence entre un exercice d'entretien et un questionnaire, à la suite des échanges.

S'en est suivi la distribution des fiches d'évaluation de l'atelier par les organisateurs, et également les cahiers de participants.

Ce qui a mis fin aux travaux de la troisième de l'atelier.

**RAPPORTEURS :**

**Modibo TRAORÉ, PEJ/RSS-DDR**

**Hapsa DIALLO, TUWINDI**